



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD – PAS-DE-CALAIS

Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement

Prouvy, le 7 mars 2014

Unité Territoriale du Hainaut-Cambrésis-Douais
Parc d'Activités de l'Aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes cedex

Affaire suivie par Richard Preuvot
Téléphone : 03.27.21.05.15
Télécopie : 03.27.21.00.54
richard.preuvot@developpement-durable.gouv.fr

Référence : RP/V2.2014.221

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DE L'ENVIRONNEMENT
(SPECIALITE INSTALLATIONS CLASSEES)
POUR PASSAGE EN CODERST**

Objet : Mise en place de garanties financières pour la mise en sécurité des installations.
Rapport proposant un arrêté complémentaire.
RENAULT SNC à Douai.

Réf. : Courriers RENAULT GF/13/095 du 5 décembre 2013 et GF/14/007 du 30 janvier 2014.
Courriel de l'exploitant du 6 mars 2014.

P.J. : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Équipe : V2
Numéro S3IC : 070.00727

I ETABLISSEMENT

Raison sociale	:	SNC RENAULT
Adresse du siège social	:	19 Quai Le Gallo 92109 BOULOGNE-BILLANCOURT
Adresse de l'établissement	:	Usine Georges Besse ZAC de Lambres Lez Douai 59509 DOUAI Cedex
Activité principale	:	Construction automobile
Contacts dans l'entreprise	:	Raphaël OBRY – Chef du Département Technique et développement Durable Grégory PUYPE – Responsable du Service Environnement
Code NAF	:	2910 Z
SIRET	:	780 129 987 011 24
Nombre de salariés	:	Environ 4700 personnes

RENAULT_Douai_RAPCO_070.00727_07032014

II. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Le décret n°2012-633 du 3 mai 2012 fixe l'obligation de constituer des garanties financières en vue de la mise en sécurité de certaines installations classées pour la protection de l'environnement. Les dispositions de ce décret sont applicables au 1er Juillet 2012.

III. SITUATION ADMINISTRATIVE

La société RENAULT SNC bénéficie d'un arrêté interpréfectoral du 10 décembre 2012 autorisant la poursuite d'exploitation d'une usine de construction de véhicules automobiles sur le territoire des communes de Cuincy, Lambres-lez-Douai, Brebières et Quiéry-la-Motte.

Conformément à l'arrêté ministériel du 31/05/2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières, elle est concernée par les rubriques suivantes.

Rubrique ICPE	Libellé des rubriques/alinéa
2565	<p>Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564.</p> <p>2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement étant de 1000 m³</p>
2940	<p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile) à l'exclusion de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphaltes, de brais et de matières bitumineuses, couvertes par la rubrique 1521, - des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450, - des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couvertes par la rubrique 2930, - ou de toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique. <p>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction). Si la quantité maximale de produits susceptibles d'être mise en œuvre est :</p> <p>a) supérieure à 100 kg/j (A partir d'une capacité de consommation de solvant de plus de 150 kg/h ou de plus de 200 t/an.)</p>

Par courrier du 5 décembre 2013, la société a adressé à l'inspection de l'environnement – spécialité installations classées – un calcul du montant de la garantie financière applicable à l'établissement de Douai. Celui-ci a été modifié par courrier du 30 janvier 2014, puis par courriel du 6 mars 2014, suite aux observations formulées par l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées).
Le dernier calcul modifié par courriel du 6 mars 2014 susvisé rencontre l'approbation de la DREAL.

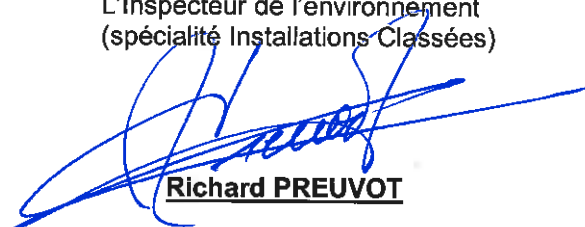
IV. PROPOSITIONS

En application des dispositions de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement, nous proposons à Monsieur le Préfet du Nord de fixer par arrêté complémentaire le montant des garanties financières applicables à la société RENAULT SNC à 557 369 euros tel que précisé au chapitre III.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été communiqué à l'exploitant qui a précisé par courriel du 6 mars 2014 donner son accord à ce document sous réserve de quelques modifications qui ont été prises en compte dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire définitif ci-joint.

Nous proposons à Monsieur le préfet du Nord de soumettre le projet d'arrêté complémentaire aux membres du CODERST.

L'Inspecteur de l'environnement
(spécialité Installations Classées)



Richard PREUVOT

Vu et transmis à Monsieur le Chef du Service Risques
Prouvy, le
Le Chef d'Unité

10 MARS 2014



Daniel HELLEBOID

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet
de la Région Nord Pas-de-Calais, Préfet du Nord – DiPP/BICPE
pour passage en Coderst

Lille, le
Pour le Directeur et par délégation,
L'Ingénieur des Mines,
Chef du Service Risques

25 MARS 2014



Alexandre DOZIERES

V2.2014.222 – Renault_Douai_APC_070.00727_07032014

PROJET D'ARRETE COMPLEMENTAIRE

MISE EN ŒUVRE DES GARANTIES FINANCIERES POUR LA MISE EN SECURITE DES INSTALLATIONS CLASSEES

RENAULT SNC à Douai

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 516-1, R. 516-1 et R. 516-2 relatifs à la constitution des garanties financières pour certaines catégories d'installations classées, et son article R. 512-31 relatif aux prescriptions additionnelles ;

VU l'arrêté ministériel du 31/05/2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 31/05/2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

VU l'arrêté ministériel du 31/07/2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2012 accordant à la société RENAULT SNC l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'une usine de construction de véhicules automobiles, située sur le territoire des communes de CUINCY, LAMBRES-LES-DOUAI, BREBIERES et QUIERY LA MOTTE ;

VU les propositions de calcul du montant des garanties financières faites par la société RENAULT SNC par courrier du 30 janvier 2014 adressé à l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) du 7 mars 2014 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques lors de sa séance du XXXX 2014 ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

Article 1 : La société RENAULT SNC, dont le siège social est situé 19 Quai Le Gallo – 92109 BOULOGNE-BILLANCOURT, est tenue, pour la poursuite d'activité de ses installations situées sur le territoire des communes de CUINCY, LAMBRES-LES-DOUAI, BREBIERES et QUIERY LA MOTTE, de constituer des garanties financières pour la mise en sécurité de ses installations.

Article 2 : Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté sont rendues exigibles par l'exploitation des activités classées suivantes :

Rubrique ICPE	Libelle des rubriques aliméa
2565	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564. 2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement étant de 1000 m ³

2940	<p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile) à l'exclusion de :</p> <ul style="list-style-type: none"> – des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphaltes, de brais et de matières bitumineuses, couvertes par la rubrique 1521, – des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450, – des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couvertes par la rubrique 2930, – ou de toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique. <p>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction).</p> <p>Si la quantité maximale de produits susceptibles d'être mise en œuvre est :</p> <p>a) supérieure à 100 kg/j (A partir d'une capacité de consommation de solvant de plus de 150 kg/h ou de plus de 200 t/an.)</p>
------	---

Elles s'établissent sans préjudice des garanties financières que l'exploitant constitue éventuellement en application du 3° du IV de l'article R. 516-2 du Code de l'Environnement.

Les mesures concernant la clôture, hormis la pose des panneaux d'interdiction d'accès, ainsi que celles relatives à l'implantation d'un réseau de surveillance des eaux souterraines, sont exclues de la présente garantie financière à condition que les dispositifs soient toujours en bon état.

Article 3 : Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est fixé à 557 369 euros TTC, sous réserve que les quantités de déchets issus des installations classées pour la protection de l'environnement soumis aux garanties financières et de leurs installations connexes, qui ne sont ni repris ni vendus, présents sur le site, ne dépassent pas les seuils fixés à l'article 80 de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2012 et que la nature des déchets produits par ces mêmes installations ne soit pas modifiée.

L'indice de référence α utilisé pour le calcul des garanties financières est égal à 1,05 (indice TP01 retenu 701,8 – Août 2013).

Article 4 : Délai de constitution des garanties financières

L'échéancier de constitution des garanties financières est le suivant :

Deux options :

- Option 1 :

- constitution de 20 % du montant initial des garanties financières pour le 1^{er} juillet 2014
- constitution supplémentaire de 20 % du montant initial des garanties financières par an pendant quatre (4) ans.

- Option 2 : En cas de constitution des garanties financières sous la forme de consignation entre les mains de la Caisse des Dépôts et consignations :

- constitution de 20 % du montant initial des garanties financières pour le 1^{er} juillet 2014
- constitution supplémentaire de 10 % du montant initial des garanties financières par an pendant huit (8) ans.

Article 5 : Attestation de la constitution des garanties financières

L'exploitant transmet au préfet, dans les délais prévus à l'article 4, les documents attestant de la constitution des garanties financières. Ces documents doivent être conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Article 6 : Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance des documents prévus à l'article 5 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Article 7 : Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- ☐ tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- ☐ sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Article 8 : Révision du montant des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation doit être signalée dans les conditions prévues par l'article R512-33 du code de l'environnement et peut entraîner la révision du montant des garanties financières.

Article 9 : Absence de garanties financières

Outre les sanctions définies à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.514-1 de ce code. Conformément à l'article L.514-3 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 10 : Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières,
- ☐ ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

Article 11 : Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'activité des installations visées à l'article 2, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

En application de l'article R516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Les conditions de levée de l'obligation de garanties financières font l'objet d'un constat écrit de l'inspection des installations classées dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512 39-1 à R. 512-39-3.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

